

# **Prêts exceptionnels petites entreprises (Prêts participatifs FDES)**

<b>Objet</b>	Soutenir la trésorerie des très petites et petites entreprises fragilisées par la crise du coronavirus, particulièrement celles n'ayant pu obtenir de PGE, tout en améliorant leur structure de bilan, en complément des dispositifs existants.
<b>Base juridique</b>	Article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative, tel que modifié par l'article 16 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020.
<b>Bénéficiaires</b>	<p>Entreprises, associations ou fondations ayant une activité économique au sens de l'article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014, inscrites au répertoire national des entreprises et de leurs établissements mentionné à l'article R123-220 du code de commerce.</p> <p>Les entreprises directement détenues par une ou plusieurs personnes physiques ou morales sont éligibles.</p>
<b>Éligibilité (critères cumulatifs)</b>	<p>Sont éligibles au dispositif les très petites et petites entreprises qui répondent aux critères cumulatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ne pas avoir obtenu un prêt garanti par l'État pour financer son exploitation, le cas échéant après l'intervention du médiateur du crédit ;</li><li>• Justifier de perspectives réelles de redressement de l'exploitation ;</li><li>• Ne pas faire l'objet de l'une des procédures collectives d'insolvabilité prévues aux titres II, III, et IV du livre VI du code de commerce au 31 décembre 2019. Toutefois, les entreprises redevenues in bonis par l'arrêt d'un plan de sauvegarde ou de redressement sont éligibles au dispositif ;</li><li>• Être à jour de ses obligations fiscales et sociales, ou s'il y a lieu, avoir obtenu un plan d'apurement du passif fiscal et social constitué ;</li><li>• Ne pas être une société civile immobilière.</li></ul>
<b>Plafonds indicatifs par entreprise</b>	<p>Selon l'effectif et le secteur de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour les entreprises de 0 à 10 salariés : <b>20 000 €</b></li><li>• Pour les entreprises actives dans le secteur de l'agriculture, employant de 0 à 49 salariés : <b>20 000 €</b></li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les entreprises actives dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, employant de 0 à 49 salariés : <b>30 000 €</b></li> <li>• Pour les entreprises employant de 11 à 49 salariés et n'étant pas actives dans les secteurs de l'agriculture, la pêche et l'aquaculture : <b>50 000 €</b> (des dérogations sont possibles au cas par cas).</li> </ul>
<p><b>Caractéristiques du prêt participatif</b></p>	<p>Le prêt est un prêt participatif au sens de l'article L.313-14 du code monétaire et financier. L'aide peut couvrir des besoins en investissements et des besoins en fonds de roulement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée d'amortissement : <b>7 ans maximum</b></li> <li>• Franchise : <b>1 an maximum</b></li> <li>• Taux annuel applicable : <b>3,5 %</b></li> </ul>
<p><b>Modalités de mise en oeuvre</b></p>	<p>Depuis le 14 octobre, une plateforme numérique sécurisée permet aux chefs d'entreprise orientés par la médiation du crédit et le CODEFI de déposer plus facilement leur demande de prêt. Une procédure papier restera disponible en cas de difficultés et a déjà permis d'administrer douze décisions de versement.</p> <p>Le dispositif est disponible à ce stade jusqu'au <b>31 décembre 2020</b>.</p>